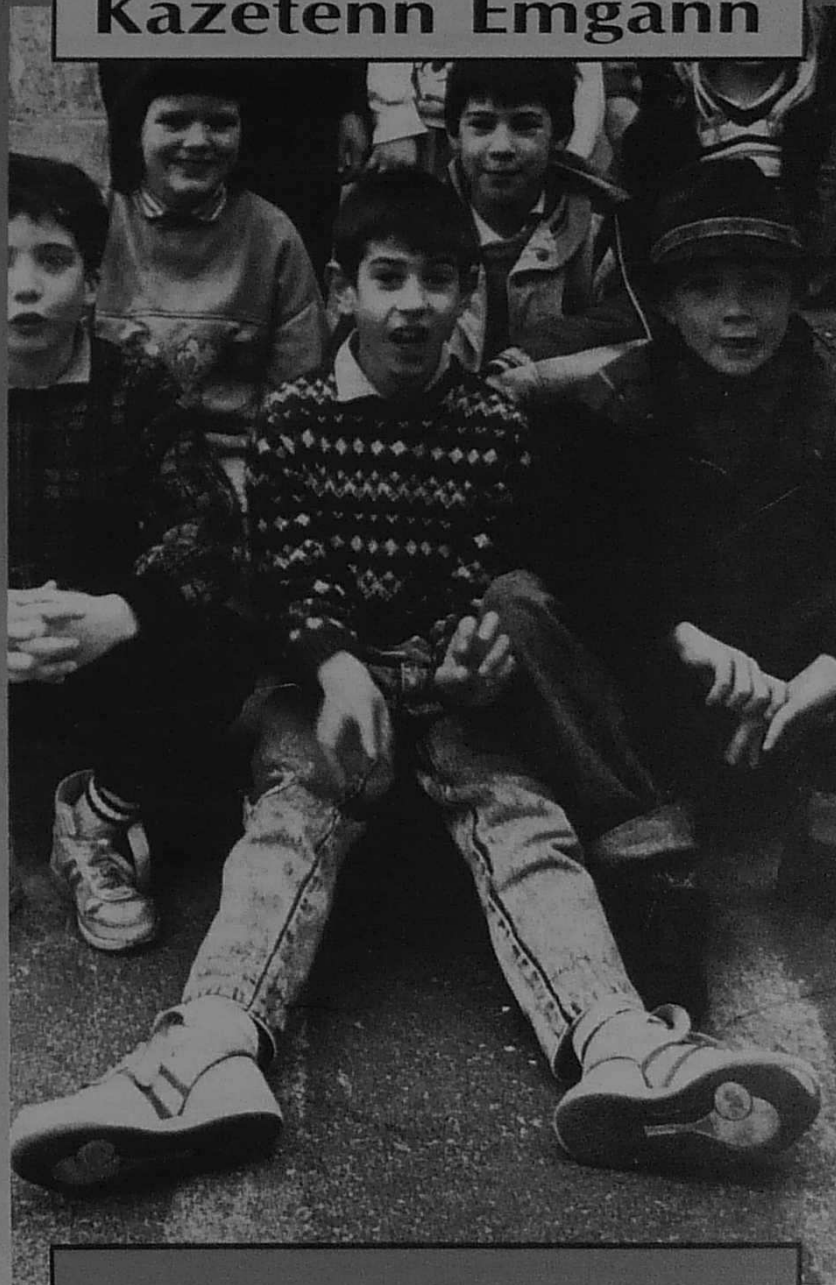


COMBAT BRETON

Kazetenn Emgann



(Photo Louis Blance)

DIWAN A VEVO !

**LE XIème PLAN
ET LA BRETAGNE**

BRETAGNE et XIème PLAN.

"Scandaleux !". C'est le terme qui a fusé parmi les élus du Finistère en particulier en découvrant le document de la D.A.T.A.R. portant sur le "Débat National pour l'Aménagement du Territoire". Ce rapport qui préfigure en quelque sorte ce que sera la France en 2015 est co-signé par Edouard Balladur et... Charles Pasqua. Ça en dit long sur les visions futuristes du ministre chargé précisément de l'aménagement du territoire.

ET SI LA D.A.T.A.R. AVAIT RAISON ?

On y découvre une carte qui montre que "les risques de marginalisation sur la façade atlantique deviennent de plus en plus grands". Certes ce document a de quoi émouvoir en tout premier lieu les Finistériens puisqu'on y voit que les projets structurants en matière d'enseignement universitaire, des transports ferroviaires (TGV) et des dessertes aériennes ne dépassent pas la ligne Rennes-Nantes. A y regarder de plus près on s'aperçoit que c'est l'ensemble de la Bretagne qui est touché par ce phénomène de marginalisation.

A preuve : la Bretagne fait partie des zones vouées au déclin avec la quasi-totalité de la façade atlantique. Et pour les désigner la D.A.T.A.R. a retenu un terme ô combien sensible : les finistères !

Cette perspective constituait une toile de fond toute trouvée pour les débats du Conseil Régional sur la préparation du Contrat de plan état-région 1994-1998. L'enjeu selon le président R.P.R. du Conseil Régional, Yvon Bourges,

consiste à bien répartir les 4,9 milliards de francs de crédits d'Etat afin que la Bretagne aborde favorablement le XXIème siècle. Une fois balisé le débat autour d'un document préalablement établi il ne restait plus qu'à faire taire les divergences et à rechercher l'union, à travers un vote consensuel, "au service de la Bretagne". L'opération était globalement réussie puisque le projet proposé par le groupe R.P.R.-U.D.F. a rem-

porté un vote majoritairement favorable".

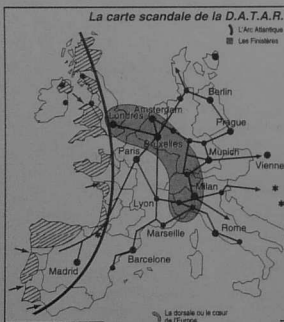
Yvon Bourges pouvait se réjouir d'avoir obtenu une "abstention positive" des conseillers régionaux Verts

qui pour leur premier scrutin important se sont faits avoir comme des bleus en se laissant enfermer dans une approche technique du contrat de plan. Côté P.S. à signaler l'intervention de Jacques Faucheu à la fibre résolument bretonne, opposition oblige, qui n'a pas hésité à plaider pour "la priorité de la Bretagne". Quant au P.C. par l'intermédiaire de Serge Morin il n'a trouvé dans ce plan "qu'attentisme complaisant et volonté d'utiliser l'argent des Bretons pour faire passer des décisions prises ailleurs", regrettant de ne pas y trouver une marque "plus solennelle de la volonté de la Bretagne de ne pas accepter des politiques qui la remettent en cause". Rien de moins.

Tel est là en effet le véritable débat. C'est toujours Paris et le lobby bancaire qui décident. Les Bretons doivent se contenter de se répartir l'aumône. Il en sera ainsi tant que la Bretagne ne disposera pas d'un réel pouvoir politique apte à renverser un déclin inéluctable... Et si la D.A.T.A.R. avait raison ?

Yann GARDUNER

Répartition des votes : Pour : 46 voix (39 UDF-RPR, 4 Generation Ecologie, 3 indépendants dont le "blanc" Gautier). Contre : 29 voix (19 P.S., 7 F.N., 3 P.C.). Abstention : 8 (6 Verts, 2 G.E.)



La "Banane bleue", cœur de l'Europe

XIème PLAN :

BRETAGNE MARGINALISEE PARCE QUE DESUNIE

Réunis à Pontivy le samedi 9 octobre 1993 les représentants des 4 mouvements politiques bretons ont procédé à l'examen de la situation bretonne marquée par les difficultés accrues de l'agriculture et de la pêche qui viennent s'ajouter aux vagues de licenciements dans les autres secteurs d'activité.

Pour les organisations signataires le XIème Plan ne peut répondre à la gravité des enjeux car il ne peut y avoir de plan breton véritable sans la réunification de la Bretagne intégrant la Loire-Atlantique, sans prise en compte de la langue et de la culture bretonnes, facteurs de dynamisme, sans un vrai plan breton de lutte contre le chômage et l'émigration des jeunes en particulier, sans une ambition politique globale au service d'un développement équilibré de la Bretagne.

Pour EMGANN, Hervé Ar Beg
Pour FRANKIZ BREIZH, Pierre Fouré
Pour POBL, Jean Cvéaer
Pour l'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE, Herri Goumelen

EMGANN, kasetenn EMGANN Organe du mouvement EMGANN. Hener ar gazetenn/Directeur de la publication : Philippe Jeannoullé. Moulter/Impressorie : Imprimerie Henry Péderneg. Chomlech/Adresse : BP 71 - 22202 Owendamp Cédex. Komsant/Abonnement : 150 L. Bep niz/Mensuel CPPAP : N° 65664. ISSN : 0763 5392

GANT BALLADUR

Louzoù kousket evit netra.

Re al louzeier a vez implijet, dre vras, ha re a louzou kousket dreist-holl ! Ar pezh a goust ker ruz d'ar paour-kaezh Secu hag a lak he c'hef da vezañ ken plat e fin ar miz evel div grampouezhenn ed-du, paour-kaezh ha paour-kaezh !

Gant Balladur e chenco an traoù dizale evit gwellañ mad ar Secu. Hemañ en deus graet studioù bras ha hir 'vit dont a-benn da lakaat milionnoù a dud da gousket, o tremen war an tele gant e vouezh seven ha flour. Setu ne vo nemet troñ bouton ar post bep noz, kemer chadenn ispisial Balladurmania, ur brezegennig distaget mat, ha mat pell-zo !

Leusket al louzou kousket e ti an apotiker, ha gounit bras d'ar Secu. Ouzhpenn ez eo un den eus ar brekañ ivez da lakat an dud da gredañ ar c'ontrol rik eus ar pezh a gevont pemdeiz !

Kemeret gantañ prezegennoù ar veleien hag ar juloded gwechall : dre ma vec'h paour hag en dienez er bed-mañ, e vec'h pinvidik ha laouen er bed-all, hemañ a lavar deomp : "Dre ma vo digresket o pae deoc'h e welao o stad diwezataoc'h !"

"Gwelloc'h digreskiñ ar paeoù bihan peogwir ez int an niverusañ, ha kreskiñ gounit ar re vras !"

Ar mod-se, ar re a c'hounez kalz arc'hant a zispigno anezhañ brokusoù, hag evel-se 'po labour da fardañ danvezioù brav ha ker. Ne vint ket evidoc'h evel-just, met an enor ho po d'ober anezho. Ha gouzout a rez war an traoù ker vez gounezet ar miañ arc'hant... E-vel-se e yelo mat ekonomiezh ar vro. Ha forzh pennaos ar re baour na oufent ket petra ober gant mioùc'h ar arc'hant...

- Pa vez niset 500 miliard nevez eus ar bank evit derc'hel al lur gall en e renk... evit gwellañ mad ar vro...

- Emglev ar GATT a vo sinet dizale... evit mad ar vro...
- Ar fikjed mestr e pep lec'h... evit mad ar vro...
- Gwerzhet ar stallioù bras da gaout arc'hant evit mad ar vro...

- 5 milion a dud dilabour... evit mad ar vro...
Ha tu a vefe da vont pelloc'h gant ar richenn... O teskiñ un tamm brezhoneg e man memes da ganet Gantoutoù da beizanted ha martoloded Breizh.

Goullet ez eus bet gant An Dinasket sevel un nebeud koupladoù dres evit an.

Setu an tañva kentañ da C. Breton



Loi Pasqua et contrôle d'identité : une proposition de boycott.

L'arrivée de la droite au pouvoir et la nomination du gorille Pasqua comme premier flic de France ne pouvait qu'amener le vote de quelques lois répressives.

Parmi l'arsenal concocté, il en est une donnant tous les droits aux flics de contrôler les papiers d'identité de toute personne vivant ou séjournant sur le territoire de la République Française.

Autrement dit la droite vient de rétablir le délit de faciès. Suivant que vous serez un peu plus clair ou un peu plus bronzé, un peu plus blond ou un peu plus frisé, suivant le quartier que vous habiterez, suivant la voiture de laquelle vous descendrez ou suivant l'habit que vous porterez, vous aurez droit aux amabilités des flics : "Papiers s'il vous plaît !".

Pour nous, militants nationalistes Bretons, il est évident qu'il y a au moins deux failles d'importance dans cette loi et nous devons les exploiter.

1. La Bretagne ne fait pas partie du territoire de leur république.

2. Notre langue est le Breton et nous ne comprenons pas un traître mot du langage de la police. Rien ne nous oblige à parler leur langue.

Que peut-il nous arriver ?
- D'être amené "au poste" pour contrôler ?
- D'être retenu quelques heures ?

Rien de bien grave. Cela a même des côtés positifs.

Toute revendication ne peut que se renforcer au contact physique de l'adversité.

Nous nous trouverions en position de désobéissance civique, défendant nos idéaux bretons.

Pour les non-bretonnants (et peut-être pour tous ?) nous pourrions avoir sur nous, en permanence, une petite carte imprimée en breton, expliquant notre position. Cela donnerait un caractère "officiel" à la démarche.

"Combat Breton" pourrait l'imprimer et une campagne pourrait être lancée dès cet automne.

Donnez votre sentiment au journal sur le sujet.

Y.P.

Son Baladurig

Amañ emañ Baladurig deut da ganañ deoc'h ur sonig

Baladur zo ganeoc'h poblig Grit bugale en ho kambrig

Diskan "Toutouig la la la Tidigou Toutouig la la"

Diskan "Toutouig la..."

Deus Paris c'hwij vo renet mat Ho puhez yelo war welaat

Baladur zo amañ poblig deut da baseal ho c'hoantig

Diskan "Toutouig la..."

Kouskit dinec'h ta va foblig Gant doujañs da valadurig

Chomit sioulig va foblig Me raio deoc'h un askornig

Diskan "Toutouig la..."

An Dinasket

Diwan en redressement judiciaire.

Et la dette de l'Etat Français ?

Le tribunal de grande instance de Kemper a prononcé le 4 octobre la mise en redressement judiciaire de Diwan à la demande de ses créanciers URSAFF.

Les dettes sociales et fiscales sont d'un montant de 67 millions de francs (et près de 8 millions avec les pénalités et les intérêts). Alors que l'URSAFF du Finistère Nord était disposé à accepter l'arrangement amiable proposé par Diwan, les autres ont refusé. Diwan a désormais un délai de 6 mois pour présenter un plan de redressement sous le contrôle d'une administration judiciaire. Tout est désormais à craindre : licenciements, gel du projet de lycée ou du second collège ou pire liquidation pure et simple signifiant la disparition de Diwan.

La réaction des salariés ne s'est pas fait attendre. Avant même l'annonce de la décision judiciaire 75 d'entre eux ont manifesté à Rennes devant le Conseil Régional réuni en session. Ils ont symboliquement dressé un mur de briques avant de demander, en vain, une entrevue avec Yvon Bourges.

Reunis à Huelgoat le 9 octobre les salariés de Diwan ont décidé de manifester à nouveau devant le Conseil Régional le 23 afin d'amener Yvon Bourges à faire un geste entraînant ainsi les soutiens des Conseils Généraux. Une manifestation plus large est prévue le 4 décembre à Lorient ou Guingamp.

Le Comité d'Entreprise de Diwan s'adresse à Yvon Bourges.

Nous ne vous refferons pas l'histoire de notre association, vous la connaissez. Nous nous permettrons simplement de souligner l'importance qu'a prise Diwan en Bretagne, tant au niveau de l'effectif (nous représentons à cette rentrée scolaire 117 salariés et 1 100 enfants), que de l'intérêt qu'a suscité notre mouvement au fil des ans dans le cœur de nombreux Bretons.

Lorsque l'association se créa, voici 17 ans, un certain scepticisme régnait, face à l'ampleur de la tâche qui nous attendait et aux peu de moyens dont nous disposions. La ténacité et la foi nous permirent de faire des miracles. Le sentiment d'appartenance à une région à l'identité forte et dynamique se développa, rendant de plus en plus crédible la sauvegarde et la perpétuation de notre culture, de notre langue, dans le respect de tous les peuples et de toutes les cultures du monde (...).

Paradoxalement, c'est à un moment où notre système d'enseignement semble être pleinement reconnu (cf discours du Ministre de l'Éducation Nationale à Cloron-Sainte-Marie le 10 juillet qui "reconnait les efforts" de Diwan, "pionnier" et nous "rend hommage"), que nous rencontrons des difficultés qui risquent d'hypothéquer notre développement et, pour le moins, ne favorise pas

la sérénité souhaitable à la scolarisation bien comprise d'enfants et d'adolescents (...).

On nous reproche d'avoir des difficultés financières. A-t-on jamais demandé à une langue ou une culture d'être "rentable" ? A-t-on jamais demandé à un enfant d'être "rentable" ? Nous parlons pédagogie et culture bretonne, on nous reproche d'équilibrer le budget. Nous parlons épanouissement des enfants de Bretagne, on nous reproche déficit financier.

Ne nous volions pas la face. Sans volonté politique de voir durer la langue bretonne, Diwan n'existerait pas. Simplement parce que la sauvegarde d'une culture et les contraintes financières font mauvais ménage. Si cette volonté existe, le problème financier de Diwan sera réglé de manière durable par les différentes assemblées dont la vôtre, Monsieur le Président (...).

Il nous semble, que le temps est venu pour les instances politiques de prendre le problème à bras le corps car, et nous nous permettons de citer ici la clôture du discours du Ministre de l'Éducation Nationale : "Ce que nous défendons est plus important que nous. Nos langues sont plus importantes parce qu'elles traduisent tant de richesses, elles portent tant de siècles de civilisations. Elles sont plus importantes que nous. Nous avons le devoir de régler ces questions pour les enfants qui sont là."

Poellgor Embregerezh
Diwan - B.P. 156
29411 Landerné cédex

EMGANN et le redressement de DIWAN : aux élus bretons de se mobiliser.

Suite à la décision de mise en redressement judiciaire de Diwan, Emgann dénonce l'attitude de l'Etat français qui se refuse à annuler la dette sociale de Diwan alors qu'il l'avait fait à hauteur de 12 milliards pour Renault en 1991. Cela n'aurait constitué qu'un début de réparation historique des torts causés à notre langue.

Face à la carence de l'Etat, Emgann appelle les élus de Bretagne à se mobiliser afin que les cinq Conseils Généraux et le Conseil Régional de Bretagne prennent les mesures nécessaires à la survie de Diwan.

Emgann invite tous les Bretons solidaires de Diwan à ne pas accepter la disparition de Diwan qui signifierait la fin d'un système breton d'éducation mis en place depuis dix-sept ans et la mise au chômage d'une centaine de travailleurs.

EMGANN

CAUREL

La montagne qu'on assassine

Malgré les interventions du Comité de Défense, la manifestation d'octobre 1992, les prises de position de certains (rares) élus bretons et européens les bull sont entrés en action en juillet 1993. Au mépris de l'environnement, la D.D.E. s'est entêtée à imposer son tracé pour la déviation du bourg de Caurel alors qu'une solution moins chère existe.

Gilles Mazot rappelle ici les dessous de cette affaire qui ne redore pas le blason des administrations ni des élus qui baissent les bras face aux intérêts bien compris de certains.

A Caurel, "massacre de septembre", ou "septembre noir", les destructions au Pays de Guerdan ont commencé.

Des municipalités de rencontre ont accepté, et même réclamé, sans aucun argument rationnel, le tracé coûteux et destructeur de l'Équipement. Tracé qui éventre colline rocheuse et boisée, zone naturelle, espaces naturels remarquables ; des habitations vont être détruites, ou malmenées par les tirs de mines ; le village de Caurel est en danger de mort !

Les conséquences du prolongement ultérieur de ce tracé, sont aussi désastreuses pour le secteur Mûr-de-Bretagne-Gouarec : exploitations agricoles démembrées, outils tout aussi exorbitants, avenir du Pays de Guerdan gravement hypothéqué, pour une route 4 voies en "montagnes russes, Référence 80 km/h !!!"

Pour que ce tracé, décidé arbitrairement, il y a plus de 20 ans sur les sources et dans les rochers se réalise, les services de l'Équipement n'ont pas hésité à présenter :

- des études volontairement incomplètes,
- des arguments fallacieux,
- des leurreux habilement offerts comme des avantages,
- des coûts et des conséquences très largement minimisés,
- en manipulant savamment l'opinion publique.

En outre l'Équipement fait voter les crédits aux élus, et "pilote" les bureaux d'études postérieurement au projet décidé.

Le tracé en cours n'est absolument pas justifié. D'autant qu'il existe une autre possibilité, plus au nord de Caurel, directe Mûr-Gouarec, sans destructions, beaucoup moins coûteuse, valorisante pour la Région, tout à fait dans l'optique de la 4 voies centre-Bretagne !!!

Mais voilà, cette solution d'avenir, pleine de bon sens, qui s'impose logiquement à tout point de vue, proposée par les Associations, devait être trop simple, trop avantageuse pour Caurel et sa région, pas assez coûteuse pour certains, ou pas assez rentable pour d'autres !!!

En fait, les véritables raisons de ce tracé démentiel apparaissent :

- d'une part les rémunérations accés-



soires des ingénieurs de la D.D.E., sont proportionnelles au saucissonnage des tracés de route : jusqu'à 6% du montant des travaux.

d'autre part, le projet de la D.D.E. passe sur les sources de Caurel, et traverse des terres appartenant au Directeur de la SAUR. Son Père G. Devalan, était maire de Caurel jusqu'en 1971, et le réclamait déjà !!!

Comme par hasard, la SAUR, qui commercialise l'eau de Kerné-Huel, finance le foot-ball à Caurel, et fait le forcing auprès de la municipalité pour que celle-ci accepte, d'alimenter la commune avec son eau, et d'abandonner les captages communaux aux tirs de mines de la D.D.E. !!!

Ainsi l'Équipement ne serait plus tenu comme promis de préserver les sources et, ferait des économies substantielles sur le dos des caurellais, condamnés à boire de l'eau médiocre trois fois plus chère !!!

Bien d'autres éléments sont à la base de ce tracé truqué, mais d'ores et déjà, on peut le qualifier de cas d'école typique de tricherie administrative et financière.

Il ne répond absolument pas à la question d'intérêt général : "A quel ça sert ?"

Mais plutôt : "A qui ça rapporte ?"

Dans sa tentative de "hold up" sur l'alimentation en eau de Caurel, la SAUR est soutenue par la D.D.E., et bénéficie aussi du soutien de la DDASS, de la DDAF, et du SDAE.

Cela nous permet de déduire que dans ce département, ou depuis plus de 20 ans les ressources en eau potable sont détruites, Caurel alimenté par gravité, avec une eau gratuite, même pas traitée, fait figure d'un objet de musée, totalement anachronique !

C'est tellement incongru, que la

D.D.E. n'hésite pas, avec le soutien des administrations, à renier ses engagements écrits, qu'elle qualifie de "rédaction imprudente !!!" (dixit M. Corbic au conseil municipal de Caurel).

En 1973, date d'un projet routier similaire, puis à partir de 1987 jusqu'à ce jour, nous n'avons cessé d'alerter et d'informer Ministres, Elus et Administration sur ce scandaleux tracé, et sur les solutions alternatives des Associations.

Plus personne ne peut ignorer ce qui se tramait à Caurel.

Le droit de réserve de l'administration, et son esprit de corps, lui a permis dans ses rapports, à surtout ne pas remettre en cause le projet.

Beaucoup d'élus et de fonctionnaires ont reconnu ce projet complètement débilé (nos sommes polis), et ont donné raison aux associations.

Quelques élus seulement en ont fait état publiquement. Mais tous ont voté les crédits demandés par l'équipement. Ils s'appretent maintenant à voter les rallonges financières qui ne vont pas manquer.

Dans cette affaire, Ministres, Sénateurs, Députés, Conseillers Régionaux et Départementaux, Maires, ont tous abandonné leur responsabilité et leur autorité. Ils ont capitulé devant l'hégémonie de la Direction des routes et de la D.D.E. Ils ont donc accepté la dilapidation des fonds publics dans les rochers de Caurel, et le saucage du fleuron du Centre-Bretagne.

Ils ont été incapables de trouver et de programmer 200 MF pour réaliser les 18 km Mûr-Gouarec à 4 voies ! Ils ont cautionné le saucissonnage de l'Équipement qui sur la même distance, va coûter 250 à 300 MF au contribuable, sans compter le coût des conséquences à terme !!!

Devant cette gabegie et cette magouille, Monsieur Josselin tente une fois de plus de nous amadouer, en déclarant mettre "l'Environnement sous surveillance populaire".

Qu'est-ce que cela veut dire dans ce pays "où l'on persécute ceux qui sonnent les tocsins, et où on laisse en repos avec médailles et avancement ceux qui mettent le feu ?..."

Que faut-il croire ? Pour qui nous prend-on ? De qui se moque-t-on ?

Qu'ens alors amis, la prochaine fois qu'un candidat en Bretagne, sollicite à nouveau vos suffrages, demandez-lui donc ce qu'il a fait pour sauver Guerdan ?...

Vous pouvez, compter sur nous pour rafraîchir les mémoires et clarifier les réponses.

Aux dernières nouvelles, les rochers de Caurel, sont beaucoup plus durs que les sous-estimations de la D.D.E.

Les surcoûts montent en flèche ? On parle de 3 ou 4 fois les 43 MF prévus. Stopper là les destructions à leur début, éviterait d'aggraver les gaspillages. Cela reviendrait encore moins cher au contribuable que de persister dans la folie et la bêtise. Mais voilà, qui aura l'intelligence de prendre la bonne décision ? On tient compte de la surveillance populaire OUI ou NON ?

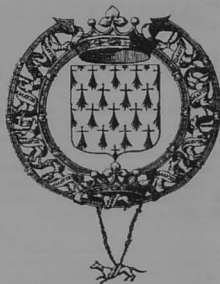
G. MAZOT - Caurel

La fête de l'Hermine à Dinan.

Après Pontivy (1972), Rennes (1988), Nantes (1989), Auray (1990), Quimper (1991) et Saint-Malo (1992), Dinan a été choisi pour accueillir la cérémonie de l'Hermine en 1993. Ville dont l'histoire est très liée à celle des ducs de Bretagne, cadre architectural exceptionnel participant à l'Année des Cités d'art de Bretagne, elle fut le théâtre d'un grand événement du 6 au 15 août 1379.

Jean IV, de retour d'exil en Bre-

tagne, débarqua à Dinard le 3 août. Durant les deux semaines suivantes, il tint sa cour à Dinan où il délibéra sur la marche à suivre dans la lutte qui l'opposait au roi de France. Il vit alors les Bretons de toute classe - prêtres, nobles, bourgeois - affluer, protester de leur dévouement à son service. Le 9, une assemblée et une délibération solennelles réunirent tous les seigneurs bretons derrière leur duc.



LES QUATRE BRETONS A L'HONNEUR

Sœur Anna Vari Arzur, née en 1921 à Plouvien. Enseigne les maths jusqu'en 1986. Crée en 1982 Skolig al Louarn. A réalisé des ouvrages d'histoire et de géographie avec 6 000 enfants des cinq départements.

Herri Kaoulsin, né en 1913 à Pleleber-Krist. En 1933 il crée "Feiz ha Breiz evit ar Vugale". Co-fondateur d'Oleïe. Fondateur de Britta Films.

Yann Polivet, né en 1927 à Landéhen. Devient rédacteur en chef de "La Vie Bretonne" en 1962. Fondateur d'Armor Magazine en 1968. Co-fondateur du Secours Populaire Interculturel.

Jean Tricoire, né en 1921 en Vendée. Docteur en médecine. Il se marie avec une bretonne de Glomel. Auteur de "Lenomp ha skrivomp brezhoneg". Ancien président d'"Emgleo Breiz".

PER DENEZ E GOUEL AN ERMINIG

"D'ar vrezhonegerien a zo amañ e karfen lavarout kement-mañ : start e labouromp holl da embann levrioù kaer, kalz levrioù kaer, da ober filmoù mat, da sevel kentelioù e-barzh ar skolioù pe er-maez eus ar skolioù ha mat eo. Arabat disojal ar pal avat rak ne c'hell ket un

emgann sevenadurel bezañ gounezet a-dammou, ar pal eo ober eus ar brezhoneg hor yezh pemdeziek hor pobi. Ha kement-se ne vo tizhet nemet ma teomp a-benn da vestroniañ binvioù bras ar sevenadur a-vremañ. E giz-se ez a hor stourm sevenadurel en tu all d'ar sevenadur. Ur gorm broadel eo hon eus da ren war stourm tachenn a zo, n'eus dibab all ebet, ar stourm-se hepken a ralo deomp an trech".

Bevet Breizh".

Radio locales et XI^e plan.

Les priorités de la CORLAB

Lors de leur dernière réunion à Pontivy le 1^{er} octobre, les radios adhérentes à la CORLAB (COrdination des Radios Locales Associatives de Bretagne) ont dégagé les priorités suivantes dans l'élaboration du XI^eme Plan.

1. La création d'un fonds d'aide à la communication radiophonique en Bretagne. 2. La mise en place d'une filière de formation à l'audiovisuel adaptée aux réels besoins des animateurs et journalistes et à la réalité bretonne. 3. La mise en place d'une structure permanente de liaison et de réflexion, à l'initiative du conseil régional, sur le rôle et la mission de l'outil audiovisuel en Bretagne. 4. La priorité des attributions des fréquences actuellement sans opérateur au secteur des radios associatives. 5. La décentralisation réelle des instances de tutelle et d'attribution des aides publiques afin de garantir la transparence des décisions. La Corlab a adressé un courrier en ce sens au président du conseil régional.

6 Emgann/Combat breton n° 95

COMPRENDRE L'HISTOIRE ECONOMIQUE DE LA BRETAGNE.

Par Hervé PERSON

Ma fréquentation des salles d'archives, mes lectures des délibérations des Chambres d'Agriculture et des Chambres de Commerce m'ont amené à établir trois vérités triviales, trois postulats.

1. La Bretagne est une presqu'île (presque une île). Dans une île, les voies de communication notamment maritimes ont une très grande importance, particulièrement pour les terres qui ne sont pas situées sur le littoral.
2. La France est un Etat continental qui ignore tout ou presque des choses de la mer. La vision française de la mer, ignore qu'entre la mer (la haute mer) et la terre il y a le littoral. On pourrait résumer ce mode de pensée en une image assez simple : un fort surplombant une falaise et attendant le futur ennemi. Lorsque la France s'est tournée vers la mer, l'élément militaire primitif.
3. La Bretagne a une vocation agro-alimentaire. Cette vocation agro-alimentaire se trouve aussi bien sur terre que dans la mer. A ce jour, je regrette vivement qu'il n'y ait pas une histoire synthétique de l'agro-alimentaire breton.

En Bretagne, terre et mer se complètent. C'est la mer qui fertilise la terre (maërl, traezh, goémon...). Le rêve du paysan de l'Arree serait que la mer arrive à la base de Roch Trédudon, et là il pourrait prélever les éléments nutritifs dont sa terre a si grand besoin. Plus la mer entre profondément à l'intérieur des terres, plus le paysan breton est heureux.

Pour contraindre cette vocation de la Bretagne, les Challoasud vont mettre en action une stratégie de double blocus : blocus physique en désorganisant les voies de communication. Ils vont remplacer les axes Nord/Sud par des axes Est/Ouest, coupant ainsi la Bretagne de la mer, et blocus social en trouvant dans la société bretonne des éléments, des couches sociales, des classes sociales favorables à cette politique.

Avant son annexion par la France, la Bretagne était une puissance maritime de premier ordre. L'importance de ce commerce maritime stimule le centre-Bretagne par la fabrication de toiles, de voiles pour les navires. Loudéac, Uzel, Quintin, villes situées dans la Bretagne profonde, dans la Bretagne centrale, du XVI^e au XIX^e siècle ont bénéficié de cette activité maritime. Aller chercher les toiles en plein centre-Bretagne supposait donc des moyens de communication adaptés, orientés dans le sens Nord/Sud, et une remarquable articulation des secteurs économiques.

Jusqu'à la Révolution, la Bretagne pays maritime a connu une fiscalité adaptée sur le sel. La différence de fiscalité entre la France et la Bretagne va provoquer une intense contrebande, notamment dans la baie de Bretagne (aujourd'hui appelée Baie de Bourgneuf...) (voir Boutin : "La baie de Bretagne et sa contrebande"). Pour contraindre cette contrebande, une des tactiques employées sera la non-entretien des étiers. Les étiers sont les canaux qui amènent l'eau de la mer dans les marais salants. L'envasement des étiers sera une de leurs armes. Pendant très longtemps, le sel a joué un rôle essentiel pour la conservation des aliments, tant pour les hommes que pour les animaux (bouillages). S'attaquer à la production de sel, c'était s'attaquer aux industries agro-alimentaires bretonnes.

Au XIX^eme siècle, avec la formation du marché français, une législation uniforme sur le sel pénalise les activités économiques bretonnes. Ainsi, en 1845, la Chambre de Commerce de Morlaix réclame pour les armements à la pêche à la morue la faculté de s'approvisionner en sel à l'étranger. Bien plus tard, la Chambre de Com-

merce de Quimper s'indignera contre les méthodes de contrôle des fonctionnaires de la douane. Le 17.9.1845, la Chambre de Commerce de Morlaix, dans ses réponses à un questionnaire sur le sel note : "On apercevrait que l'industrie agricole qui, sous le régime de la taxe réduite augmenterait sans nul doute considérablement ses emplois, particulièrement pour la nourriture du bétail et même aussi pour l'aménagement des terres éloignées des côtes auxquelles les engrais de mer ne peuvent parvenir surchargés de frais de transport extrêmement onéreux". Au XIX^eme siècle, il était interdit de puiser l'eau de mer. Des règles inadaptées empêcheraient les paysans bretons d'utiliser comme éléments fertilisants les déchets des conserveries du poisson (cf. "Petite histoire du développement rural" P. N. 343). On cherche vraiment à séparer la Bretagne de la mer. Mais, un des coups les plus durs, infligés par les Français à la Bretagne, est certainement l'ordonnance de 1681 de Colbert.

En 1675, Louis XIV réprime durement les insurgés bretons (Révolte des Bonnets Rouges). La suite de cette défaite fut une répression atroce. Profitant de l'affaiblissement des Bretons, Colbert, avec son ordonnance sur le goémon, créera le statut d'inscrit maritime. Ce statut réser-

ve le monopole d'exploitation des produits de la mer aux inscrits maritimes.

Les Affaires Maritimes, comme beaucoup des administrations françaises sont encore marquées par l'esprit, le style militaire. Aujourd'hui encore, certains fonctionnaires dénoncent cet état de fait : "Le syndicat autonome ne veut plus de tutelle militaire" titrait dernièrement "Ouest-France" (7.6.93). La Préfecture Maritime, les Affaires Maritimes et les inscrits maritimes bloqueront l'extraction de maërl, de traezh, de goémon, éléments correctifs, fertilisants de la terre bretonne.

En agriculture, avant de fertiliser, il importe de vérifier le PH de sa terre et de le corriger si elle est acide. En Bretagne, les terres sont généralement acides. Il importe donc de les amender. Aujourd'hui encore, au niveau économique, au niveau comptable, cette distinction entre amendements et engrais est très importante. Ainsi, au niveau comptable un amendement, une amélioration foncière sont à classer dans la catégorie des comptes 2 (immobilisations), alors que l'achat d'engrais (N.P.K.) est à classer dans la catégorie des comptes 6 (comptes de charges). Un amendement est donc un investissement. On a donc empêché les Bretons d'investir. Pour contourner cette interdiction, ils furent contraints



Sablier à Morlaix (Photo A. Kornet in Géographie de la Bretagne. Skol Vreizh. P. 121)

Emgann/Combat breton n° 95 7

"NI A RA SE EVIT AR VRO"

Pennad-kaoz gant ar baotred Morvan



Yvon, François, Henri Morvan (Photo L. Blance)

Aman omp ganet, ya. Bro fiseal ha bro plin eo, o daou. Ha bet dalc'hmat o chom amañ 'barzh Botkol, koulz eus tu an tad hag eus tu ar vamm. Da gentañ hon eus graet tout hon darempred 'barzh Mael met pa oamp erru da vezañ kanfarted, digropet evel 'vez lavaret, hon doa kroget da zont da Sant Nigouden hag o veze graet un tamm leatr bennak gant an Aotrou Person, barzh ar bloazhiou 50 pe war dro. O ni 'zo bet o c'hoari tammou, arack an oferen, ya laouen, ha d'an oferen gonde.

Pa oamp yaouank, pa veze hir an noz, e veze mamm oc'h ober stamm pe un dra bennak all, ha ni a veze o tommañ ha mamm 'veze o kanañ ha mod'se, ni a zeske ar c'hanaouennou. Abaoe hon eus sonj, abaoe omp kap d'ober mann ebet, dre forzh klevout. Ne veze ket skrivet mann ebet, nann.

UR VOEST SUKR LEUN A GANAOUENNOU

Hor mamm he doa desket gant he zud, ma zad kozh, tad mamm, en devoa ur voest evel ur voest sukr, leun a ganaouennou, tout skrivet war baper. Errout 'rae tud, Per ha Paol, o c'houlenn ur ganaouenn : "Ret vo deoc'h, Gwilhom, diskouez deomp ur

ganaouenn, ni a zegaso anezhi deoc'h d'ar ger", met ne veze ket degaset d'ar ger ha kollet tout ar c'hanaouennou. Ne oare ket mamm peseurt fin oa bet dezho, peogwir e lavare pell 'oa abaoe o kregin da zeskiñ deomp kanañ, hag e lavare "Kouz awalch 'm eus met ne oaran ket pelec'h eo aet ar c'hanaouennou". Ar re se a veze roet d'am zad-kozh gant tud a brene anezho war ar marc'hadoù hag ar foarioù met a lare: "Petra 'rin ganto peogwir n'ouzon ket lenn met gouzout a ran piv a car lenn ha hennezh marteze 'lavaro deomp petra int". Hag e leske ma zad kozh ar c'hanaouennou dezho ha bet 'zo bet forzh kanaouennou sur awalch a zo bet paeet d'am zad-kozh, paeet evit o deskiñ d'an dud-se.

Ni n'hon eus ket anavezet anezhañ, ganet oa bet er bloaz 1852. Ne oa ket bet tamm ebet barzh ar skol anezhañ met gouzout rae lenn. Da 9 bloaz e oa bet kaset da vaesa ar saout ha barzh an ti-se e oa tud desket mat, 'barzh Bulad e oa.

Hor mamm hag hon dad a gane o daou, met gwelloc'h kanerez oa mamm evit oa ma zad kaner. An daou dad-kozh a gane asambles da zañsal, ha hennezh oa ar stumm kozh da ganañ, bep eil poez, unan a groge, egile a gen-

dalc'he. Kanerien tout oant met oa gouzout ar ganaouenn penn da benn. Ni n'hon eus ket bet gwelet pe glevet hon zad kozh o kanañ, na gwelet skrid ebet.

A hent all, pa veze un nebeut tud e veze kanet ivez ha dafset, e barzh ar goañv kentoc'h, un tamm veze graet gant an dornerezh, met pas kalz, ur ganaouenn bennak deus taol da echiñ diouzh an noz. Ar muiañ veze graet oa gant ar patatez, e kerz miz gwengolo, miz here, d'an noz 'barzh un ti pe ur c'hardi bennak, evit tud an dro keit 'e pade ar pato e veze bemnoz, un noz amañ hag un noz goude e lec'h all, e pad teir sizhun betek hanter-noz, un eur met pas diwezhatoc'h. Dansou tro 'veze, dañs fiseal ha plin. D'ar c'houz-se 'veze ket balliou. A-benn hon amzer-ni e oa, d'ar sul da noz ha gant ar pardonioù met mann ken, ha c'hoazh e-pad ar brezel ne veze ket.

DEN DA GANAN METIG WAR HE HED

Kalz muioch evit n'ez eus bremañ sur, tud kozh. A benn 'veze noz anezhi, e veze laret : "Ale c'hw' gano l' c'hw' gano l". Met neuze, ne oa ket 'met kanerien koulz laret. O geo, an dreujenn-gaol bennak met barzh ar festoù-nnoz tennañ pato ne veze ket a dreujenn-gaol. Gwelet 'm eus memestra e-pad ar brezel ar vombaro o seniñ gant an euredoù.

Eus petra 'z eus kaoz 'barzh hor c'hanaouennou ? Bez 'eus a bep seurt : istorioù, bez e oa kanerien a zistroe e brezhoneg ar pezh a veze skrivet e galleg barzh ar c'hazetennou, buhez an dud pe un torfed bras bennak, ar pezh 'oa o tremen 'barzh ar vro ha memes eus pell mat, tud bet lazhet, soudarded o vont da gultaat o bro, oc'h ober o c'himiadoù evit mont d'ober o servij, evit mont d'ar brezel. Kalz hiroc'h oant gwechall. N'eo ket bet kanet dalc'hmat na kazimant gwech ebet ar ganaouenn betek ar penn diwezhañ. Ha setu penaos ez eus bet kollet kalz a draoù. Ne oaran ket hapet eus den ebet e Breizh Izel a zo kap da ganañ 'Metig' war he hed, ne gredan ket laret ez eus. Re hir 'vefe an dañs, re skuizh 'vefe an dud.

Ar c'hanaouennou a ganomp ni a zo kanaouennou a zo bet desket deomp pell 'oa ha n'hon eus ket desket kanaouennou nevez all. E barzh ar vro, dre amañ bepred, n'eus ket tud ken kap da sevel ur ganaouenn evel 'rae ar re gozh gwechall.

N'OMP KET STUMMET DA VONT D'AN OLYMPIA.

Hor fest-noz kentañ ! Er bloaz 1958 e oa, e Sant Servez. Met ni 'oa anavezet gant tud St Servez evit bezañ kanerien arak-se. Tamm ha tamm omp aet pelloc'h, kuit da vont re bell, tost d'an Naoned omp bet met pas tre, e Roazhon, e Kemper, o pell awalch eo. Sonjet bezañ aet d'an Olympia un devez bennak ? O nann, anaveald evelomp n'int ket stummet da vont d'an Olympia. Kalz re a labour a zo e-barzh ar vro.

Gwechall ne veze ket kalz a dud 'barzh ar festoù-nnoz war ar maez, ma veze 40, 50, betek 60... Ha neuze, ne veze ket trouz gant an dud, ne veze klevet nemet trouz ar boteier koad. An holl ne zañset ket, o nann, sellout didrouz a rae ar re all ! Sellout piv a zañse ar gwellañ. Ar re gozh a veze etal an tan o lakaañ tan war o c'horn hag o kontañ etrezo "Sell, hennezh 'zo ur c'haner mat, selaou !". Hag ouzh an danserien, mamestra. Ha koulskoude ar gouloù ne veze ket gwall sklaer ! Hag ar ganerien 'veze o-barzh an dafñs, n'eo ket en ur c'horn eus ar sal. Ni hon eus kroget gant ar stumm nevez er bloavezh 1958 e St Servez, pa oa deuet ar festoù-nnoz e-barzh ar bourk. Da gentañ oamp kroget da ganañ a hent-all met ne veze ket klevet. Lec'h ez eus kantadoù a dud eo oblijet da vezañ trouz met dañsal a ra an dud bepred.



Photo Louis Blance



Photo Louis Blance

CHENCH STUMM N'EO KET BRAV D'OVER

Cheñch ar stumm da ganañ ? Ha cheñch ar stumm da ganañ evit kas an traou en dro n'eo ket brav d'ober. Bravoc'h eo cheñch benveg. Ur c'haner p'an deus kanet e-barzh ar vro war un ton, petra 'ray ken ? Ar stumm-se 'oa gwechall e-barzh ar vro. Sevel dansoù nevez ? N'am eus ket laret nann, se 'zo tra posubl, met se 'zo un dra all. Ni n'omp ket kap d'ober, n'omp ket evit ober met evel hon eus gwelet. Cheñch a reomp sur, koshaat a reomp, peogwir e tremenomp, met n'hon eus ket sonjet gwech ebet hon eus cheñchet abaoe n'omp o kanañ.

Gwelet hon eus kalz a dud, lakaet d'ober un tamm a goñvers 'barzh ar vro. Met n'omp ket oc'h ober se evit an arc'hant. Kanañ evit mann ebet hon eus graet alies, aliesoc'h evit paeet memes, o ya ! Ni a ra se evit ar vro, evit derc'hel stumm ar vro, ar pezh a oa gwechall. Ar re yaouank a deuy war ho lerc'h hag a ray evel e karfont. Gwelet vez kalz o kanañ mat sur.

Bet oa un amzer e oa kazi kollet ar c'hanaouennou brezhonek, tro mare ar brezel. Yezh hor bro eo, desket da gentañ tout. Un tamm galleg bennak du c'houde met ar galleg-se a zo ankounac'haet hep bezañ bet desket mat gwech ebet. Ni ne vez nemet brezhoneg ganimp dalc'hmat. N'eus ket met pa vez unan bennak a erru ha ne ar ket brezhoneg setu 'vez ret larout ur poz galleg ha setu tout. Me gred e talv ar boan deskiñ brezhoneg e-barzh ar

skol. Deskiñ bepred langach ar vro peotramant n'eo ket ur breizhiad mat ne oar ket langach ar vro. Mat eo deskiñ galleg ivez gant ar paperioù ha tout evel ez eus bremañ 'vez ret gouzout un tamm galleg met un den p'ema yaouank n'eo ket start dezhañ deskiñ brezhoneg goude ne oar ket met galleg. Me sonj eo un dra vat, ya sur.

PA VO SKUIZH AN DUD...

N'hon eus ket sonj e pet fest-noz omp bet, nann sur, ne glaskomp ket derc'hel sonj. 30 vloaz 'zo e oa kalz nebeutoc'h a festoù-nnoz. Fest-noz goañv e veze peurvuiañ. E-barzh ar mizioù du e krogomp, betek miz meurzh, miz ebrel unan bennak. Ha goude-se neuze d'ar sul da noz gant ar pardonioù. Ha goude veze bep sador da noz, hed ha hed ar bloaz, koulz d'an harv evit d'ar goañv. Pa vo skuizh an dud e ouzint petra o deus d'ober. Chom e-barzh ar ger sur ! Ma vezont skuizh !

AR BAOTRED MORVAN

25 bloaz a gan ha diskan
Gouel bras
d'an 23 a viz Here
e Mael-Pestivien

CATALOGNE NORD : UNE PERSONNE SUR DEUX AFFIRME SAVOIR PARLER CATALAN.

La région Languedoc-Roussillon a financé le premier sondage linguistique sur le catalan.

D'après les résultats du sondage présentés par le président de la région Languedoc-Roussillon, Jacques Blanc, début juillet à Canet, un habitant de Catalogne Nord sur deux comprend le catalan. C'est la première fois qu'une institution fait réaliser un sondage pour avoir des données précises sur la situation linguistique nord-catalane. Globalement les résultats du sondage présentent une situation favorable pour ce qui est de la compréhension de la langue, l'opinion que les gens en ont et le soutien accordé. Les chiffres sont plus pessimistes pour ce qui est de la transmission de la langue et sa connaissance par les jeunes générations.

Si l'on projette les résultats de ce sondage, les gens qui déclarent comprendre le catalan en Catalogne Nord (63% des personnes interrogées) seraient donc 184 000 personnes, contre 36,8% qui répondent négativement. Plus la commune est petite, plus la compréhension du catalan augmente. Les jeunes de 18 à 24 ans comprennent bien pour 28,1% et les plus de 65 ans pour 79,3%.

65% parlent souvent catalan.

Pour ce qui est de l'expression, 48,6% des personnes interrogées déclarent savoir le parler - ce qui représenterait 141 500 personnes - parmi lesquelles 33,6% bien, 5,6% peuvent converser brièvement, 9,4% peu, 11,4% savent seulement dire quelques mots et 40% ne savent presque pas parler. Parmi les personnes interrogées, 65,84% le parlent souvent ou chaque jour et 23,46% parfois. Pour ce qui est de la capacité de lecture, 40,74% sauraient lire sans difficulté le catalan (57 000 personnes).

Oui au catalan à l'école.

S'agissant de l'enseignement, 83,16% des personnes sondées veulent que tout le monde ait la possibi-



Manifestation nationaliste à Barcelone.

Jean-Paul Alduy,
nouveau maire de Perpignan,
affiche la catalanité de sa ville.

Mercredi 25 août, à l'université catalane d'été de Prades, Jean-Paul Alduy et son adjoint Jaume Roure ont présenté les principaux axes que le conseil municipal de Perpignan veut utiliser pour affirmer la catalanité de la capitale du Roussillon. Le maire, qui a fait tout son discours en catalan, a été longuement applaudi par le public de l'Université catalane d'été. S'excusant de devoir lire un texte de son "catalan incertain", le maire de Perpignan a conquis son auditoire. Il a rappelé que lorsqu'il était entré à la mairie il avait voulu que l'affirmation de la catalanité de Perpignan soit un des points forts de son programme et cela s'était concrétisé par la présence de quatre élus d'Unitat catalana dans son équipe. Il a assuré qu'il désirait que cette catalanité soit présente dans la vie publique. Jaume Roure a expliqué que les premières actions consisteraient en une politique d'affichage des noms de rues en catalan et dans l'organisation de cours de catalan pour le personnel municipal le souhaitant. Il a également annoncé que la ville est sur le point de signer un accord pour financer 1 000 heures de catalan dans les écoles de Perpignan. Pour ce qui est de la projection extérieure, le maire a réaffirmé son intérêt pour l'Euroregion et sa volonté d'y participer plus activement en créant un réseau de villes moyennes. "Il y a des raisons culturelles et économiques évidentes pour faire l'Euroregion et nous devons profiter de notre double identité française et catalane pour faire de notre pays une sorte de Luxembourg : un petit pays où tout le monde se sent chez lui", a-t-il conclu.

té d'apprendre le catalan à l'école, contre 16,84% qui y sont opposées. Parallèlement, 56,97% veulent que les enfants étudient le catalan à l'école. En revanche, 15,57% sont favorables à laisser le choix aux enfants et 27,46% ne veulent pas que les enfants étudient à l'école.

En ce qui concerne la signalisation bilingue, 70,44% des personnes interrogées y sont favorables. Sur le plan professionnel, 62,24% pensent que le catalan facilitera l'intégration dans le travail. A la question sur les institutions qui influeront sur le développement du catalan, la Generalitat est la plus citée (32%), suivie du conseil général (31%), du conseil régional (15%), de l'Europe (10%) et du gouvernement (2%). Concernant les médias, 36% écoutent du catalan à la radio et 49,6% regardent la télévision (FR3 56%, TV3 chaîne catalane de Barcelone 43%).

(D'après l'hebdomadaire basque *Enbata*)

Pays basque. Silence, on torture.

La campagne du "ruban bleu" lancée par un rassemblement de personnalités appelé plate-forme civique, avec le soutien des institutions, avaient pour objectif déclaré de réclamer la libération de l'ingénieur Julio Iglesias gardé en otage par ETA et de démontrer qu'une partie du peuple basque n'hésite plus à manifester publiquement contre ETA.

En l'espace de deux mois, le bilan est effrayant : trois citoyens basques sont morts sous la torture. Pas en Bosnie, ni au Salvador, mais ici, chez eux en Pays Basque.

Juan Calvo, torturé à l'Ertzaintza à Gasteiz, cette police basque qu'on avait révéillé différente, mais infiltrée de nostalgiques du franquisme et qui n'est autre qu'une police politique au service des partis au pouvoir à Gasteiz.

Gurutze Yanci, torturée par les militaires de la Guardia Civil à Madrid. Qu'on se rassure pour les coupables, comme dans les cas précédents, ils seront amnistiés, décorés par le gouvernement espagnol et bénéficieront de promotion interne au sein de la Guardia Civil. Cela ne se passe pas dans une république centraméricaine, mais ici en Europe à l'orée du XXIème siècle.

Xabier Kalparsoro, torturé par la Policía Nacional à Bilbao. Il était entre leurs mains depuis la fin août.

Ainsi, toutes les forces de répression exerçant au Pays Basque sud utilisent la torture, et nous sommes tous collectivement insultés, lorsqu'on nous annonce que Juan Calvo (le corps couvert de blessures) est mort d'une crise cardiaque et lorsqu'on nous annonce que Xabier Kalparsoro (le corps couvert de blessures) s'est suicidé en se jetant du deuxième étage du commissariat de la Policía Nacional.

Et tout cela est couvert, sinon approuvé, par le Parti Nationaliste Basque au pouvoir à Gasteiz. Bien sûr, Jose Antonio Ardanza - ruban bleu sur la poitrine - présente ses condamnés aux familles avec la duplicité caractéristique de ceux qui collaborent avec l'Etat espagnol pour conserver leur petit pouvoir personnel.

Malheureusement, il n'y a pas que des politiques qui se complaisent dans l'hypocrisie. Toutes les personnalités, notables et intellectuels qui ont pris part à la plate-forme civique pour montrer que les esprits les plus éclairés luttent contre ETA, sont aux abonnées absents pour les torturés. Il n'y a - ici ou ailleurs - aucun mérite pour un intellectuel à se mettre au service de la propagande officielle et du pouvoir politique.

SARAJEVO, capitale européenne de l'Europe.

L'Institut Culturel de Bretagne décide de soutenir la campagne "SARAJEVO, capitale européenne de l'EUROPE".

Une campagne vient d'être lancée qui vise à obtenir que Sarajevo puisse être désignée, par les 12 Ministres de la Culture de la Communauté Européenne, comme Capitale culturelle de l'Europe, pour la période de vacances entre Anvers (capitale 1993) et Lisbonne (soit la période du 21 décembre 1993 au 21 mars 1994).

La Bretagne, terre de tradition et de culture, de forte identité et d'ouverture sur l'extérieur ; la Bretagne dont les enfants sont présents aux quatre coins du Monde ; la Bretagne ne peut ignorer le drame de cette ville ouverte à toutes les cultures et réputée pour l'esprit de tolérance remarquable qui y régnait encore il y a peu...

Les bretons peuvent-ils rester silencieux ?

L'Institut Culturel de Bretagne, qui rassemble en son sein représentants des associations et des pouvoirs publics, du monde culturel comme du monde politique bretons, décide d'y prendre part et appelle tous les bretons à s'y associer.

En conséquence l'Assemblée Générale de l'Institut, réunie ce 25 septembre, à Dinan, charge son Président, Pierre Le Traut, d'intervenir en ce sens, auprès des présidents du Conseil Régional de Bretagne et des 5 Conseils Généraux de la Bretagne historique, ainsi qu'auprès des Maires de principales villes bretonnes.

L'Assemblée Générale demande que cette motion soit adressée au Président actuel du Conseil des Ministres Européen qui doit se réunir le 5 novembre prochain.

(Communiqué de l'Institut Culturel de Bretagne)

Motion votée par le Congrès Celtique International réuni à Inverness (Ecosse), le 29 juillet 1993.

1. Le Congrès Celtique International presse les gouvernements Britanniques et Français de prendre des contacts avec les représentants des langues minoritaires de Grande-Bretagne et de France pour formuler des politiques leur permettant de signer sans plus de retard la Charte Européenne des langues régionales ou minoritaires.

2. Le Secrétaire d'Etat pour le Pays de Galles, M. John Redwood, a suspendu une règle de la Chambre des Communes, qui permet normalement que la législation concernant exclusivement le Pays de Galles soit discutée à la réunion du Comité des Communes uniquement par les parlementaires gallois.

Ainsi de nombreux parlementaires gallois ont déjà été écartés des discussions vitales sur la Charte de la Langue Galloise, tandis que des parlementaires anglais peu ou pas intéressés par la langue galloise auront une voix pour décider de sa destinée.

Le Congrès Celtique International réuni à Inverness en juillet 1993 déplore cette décision et insiste pour que le Secrétaire d'Etat rétablisse tous les parlementaires gallois dans leurs droits démocratiques.

3. Le Congrès Celtique International invite le gouvernement Britannique, suite à l'allocation

de sièges supplémentaires au Parlement Européen pour le Royaume Uni, à affecter l'un d'entre eux à la Cornouaille Britannique en considération de sa population et son identité culturelle spécifique.

4. La conférence internationale du Congrès Celtique sollicite du Gouvernement Français qu'il reconnaisse la langue bretonne comme langue vivante dans les écoles. Il lui demande aussi de contribuer pleinement aux coûts de l'enseignement de la langue bretonne dans les écoles.

Le prochain congrès aura lieu à Falmouth (Cornouaille britannique) à Pâques 1994. Le sujet principal en sera l'AFIC ATLANTIQUE et les pays celtiques.

Les personnes souhaitant participer au prochain congrès peuvent écrire à la section bretonne du Congrès interceltique, 5 rue Berlioz, 29000 Ploërmel-Morlaix.

Nous pouvons déjà vous annoncer que le congrès de 1995 se déroulera pendant l'été à Lorient.

Toutes les personnes désirant participer au comité local d'organisation du congrès de Lorient sont invitées à prendre contact dès septembre 1993.

Les chanteurs Imanol et Antton Valverde après avoir poussé la chansonnette avec le ruban bleu, se retrouvent sans voix pour les morts sous la torture. Le bertulari Euzkitz, après avoir improvisé en faveur du ruban bleu, semble en manque d'inspiration pour traiter de la torture (...)

L'église catholique n'échappe pas à la condamnation. Le pape Wojtyla qui condamne

publiquement le terrorisme d'ETA ne trouve plus de temps pour condamner l'utilisation de la torture. Les évêques du Pays Basque, si prompts à soutenir l'armée espagnole face aux insoumis, se torturent les méninges pour ne rien dire. Plus que jamais, les voix du pouvoir - qui qu'il soit - sont détestables.

(Extraits de *Ekaizta*)

Festival International du Kurdistan Des Bretons à Francfort

Le 4 septembre avait lieu au Waldstadion de Francfort (Allemagne) le 2^d Festival International du Kurdistan, organisé par le Front de Libération Nationale du Kurdistan, en soutien à la lutte que mènent le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) et l'ARGK (Armée Populaire de Libération du Kurdistan) contre l'Etat turc.

100 000 personnes

L'affluence record a été le fait marquant de cette journée : des centaines de cars étaient venus de France, Bretagne, Occitanie, Espagne, Suisse, Danemark, Suède, malgré la longueur du trajet et son coût, difficile à assumer pour des travailleurs immigrés, souvent venus en famille, dont certains en situation précaire. Evidemment, la majorité des spectateurs venaient d'Allemagne, où résident environ 500 000 Kurdes. Les 100 000 personnes présentes pour y affirmer leur volonté d'un Kurdistan libre sont un fait exceptionnel : pratiquement 10% de la diaspora en Europe était là, ce qui est extrêmement positif pour les organisateurs, quand on sait qu'il y a encore 4 ou 5 ans les Kurdes d'Europe étaient encore très peu conscients de l'existence même de leur Nation.

Soutien à l'ERNK

Ferhat Tunç, chanteur et joueur de saz (sorte de luth) très célèbre, expliquait que les intellectuels n'ont plus de place au Kurdistan, qu'après avoir massacré les civils, la Turquie s'attaque à eux en priorité désormais. Les larmes aux yeux, ses refrains ont été repris par 80 000 personnes.

Les réalités de l'Espace Schengen

On ne passe pas !

Des cars étaient partis de Bretagne et de France, en particulier de Versailles et Paris, le 3 septembre, emmenant des Kurdes à Francfort, en Allemagne, pour assister au 2^d Festival International du Kurdistan. Le 4 septembre à 8 h, une cinquantaine de cars et environ 2 800 Kurdes et sympathisants s'arrêtent à la douane franco-allemande de Sarrebruck. Là les douaniers allemands interdisent brusquement l'entrée des cars, au motif que les Kurdes n'avaient pas de visa du consulat d'Allemagne, alors que trois mois auparavant la même douane avait affirmé qu'il n'y aurait aucun problème. Les Kurdes passent alors en force et à pied la frontière, bloquant l'autoroute E50. Un sit-in impressionnant est improvisé, alors que des négociations sont engagées avec le Ministère de l'Intérieur sarrois. Rien n'avance pendant des heures, tandis que le gwann-hadu brandi par des sympathisants bretons en route pour le Festival est très vigoureusement applaudi, porté en triomphe par les Kurdes très heureux qu'on leur témoigne de la solidarité. A 13 h, la situation se tend : la police allemande menace de chasser les Kurdes à coups de gaz lacrymogènes s'il le faut. Le cordon de police est alors forcé par les manifestants au pas de charge, et une



Des Bretons au Festival du Kurdistan (Foto Bremen)

marche symbolique vers Francfort est organisée. Après cinq kilomètres de marche sur l'autoroute la police cède et demande aux cars de passer la frontière pour emmener tout le monde au Festival.

Fichage systématique.

Au retour du Festival, la douane française, entre 1 h et 5 h du matin, a bloqué chaque car pendant deux heures, notant l'identité et recopiant les papiers de 2 800 personnes. Ceci dans l'esprit de collabora-

Puis un haut représentant de l'ERNK est intervenu. Ovationné, il a affirmé que 100 000 personnes dans un même lieu représentaient la meilleure garantie de victoire possible, que les Kurdes étaient devenus une Nation. Plusieurs questions ont été ensuite posées : peut-on dire que le PKK est terroriste alors que tant de personnes viennent le soutenir, qui plus est de plusieurs milliers de kilomètres de leurs pays ? A-t-on pu forcer 100 000 Kurdes à venir à Francfort, comme l'affirment certains médias ? Quelle diaspora est-elle mieux organisée ? Il a enfin exhorté l'Europe à chercher à comprendre pourquoi le PKK est tant soutenu, et à se demander si les Kurdes ont le même droit que les autres peuples à s'autodéterminer. Un appel à la solidarité européenne a été lancé. La soirée a été clôturée par le groupe "Berwedan" (Combat), rassemblement de plusieurs stars Kurdes.

Bilan très positif donc, malgré la désinformation de la presse turque, qui a affirmé pendant une semaine en gros titres que le Festival était annulé, pour s'excuser brièvement de cette "erreur" le jour même. En effet tout avait été fait pour qu'il ne s'organise pas : un procès (perdu) avait même été engagé par la Turquie devant la justice allemande. Un seul point noir : le festival de Dيارbakir, capitale du Kurdistan du Nord-Ouest, qui devait se tenir au même moment avait été interdit par les autorités militaires turques.

Envoyé spécial : Ronan AL LOUARN.

"Gousperoù ar Raned" ha gouspered "Ar Rannou". Enklask war ur ganaouenn hengounel

par Jean-Jacques Boiron

E-touez an holl ganaouennoù bet dach'et betek ennomp gant hengoun ar bobl e chom "Gousperoù ar Raned" unan eus ar re souezhusañ. Gouez d'an holl eo bet kinniget ivez gant Kervarker e stumm "Ar Rannou", pezh kentañ e vi Barzaz-Breiz adalek embannadur 1845, ha diellenet gantañ evel ur gentel gozh ha priziuz-kenañ o tispiegañ gouiziegezh an Drouizid. Daoust d'an diellenadur-mañ da vezañ bet taget ha kinniget da c'houde meur a hini all e chom choazh ferial e ster, ha dibar e stumm e-kefver holl pezhioù all hol lennegezh hengounel.

Unan eus al labourioù brasañ da-gefver ur ganaouenn hengounel an hini eo. El lev e vo kinniget da gentañ darn vrasañ ar stummoù bet kavet e-touez dornskridoù-dastum ar c'hanved diwezhañ, levrnoù bet embannet gant un nebeud enklaskerien, ha war an enrolladurioù, war blaennoù pe diembann, ar pezh a ra un daou-ugent stumm bennek. Do heul e vo tu da lenn un diellenadur ledan eus arzeuzioù ar ganaouenn, eus he sonerezh ha gwerzaouriezh, eus he astennidigezh hag he treustummadur, hag un taol-lagad war an doareoù pennañ da gompren anezhi.

"Les Vèpres des Grenouilles" ou "Les Séries" des druides. Enquête sur un chant traditionnel breton

Parmi toutes les pièces de fonds oral breton conservé jusqu'à nous par la tradition populaire, "Les Vèpres des Grenouilles" restent l'un des chants les plus étonnants. Il est présenté par La Villemarqué comme un dialogue pédagogique remontant à la tradition biblique.

D'abord sujet d'un mémoire de maîtrise de celtique, l'étude de Jean-Jacques Boiron devient un ouvrage de près de 600 pages, édité sous une forme bilingue par Dastum.

En souscription jusqu'au 25 novembre, au prix de 150 F, Dastum, 16 rue de Penhoët, 35065 Rennes Cedex.

MADE IN BREIZH ?

L'Ober Gwregel Breizh (Action Féminine Bretonne) association créée cet été à Rennes pour promouvoir et défendre les intérêts spécifiques de la Bretagne constate que trop de produits vendus sous le label "Bretagne" sont en fait des produits fabriqués hors de Bretagne (exemple : Beurre de Bretagne fait à Issy les Moulineaux, Crêpes Bretonnes venant de Grenoble). Notre association demande aux chaînes de grande distribution telles que Continent, Carrefour, Leclerc de ne pas accepter la distribution de ces faux produits souvent de moins bonne qualité que les produits d'origine bretonne, met en garde fabricants et distributeurs des risques pénaux qu'ils encourent par ces procédés déloyaux préjudiciables à l'économie et emplois en Bretagne. L'O.G.B. demande à ses compatriotes et tous les amis de la Bretagne de surveiller les chaînes de distribution et de lui signaler très vite tous les abus observés.

Pour participer à cette surveillance, étendue à l'ensemble de l'hexagone, écrire à : A.F.B. c/o Hôtel-Restaurant La Bohinière, 35360 Montauban-de-Bretagne.



UNVANIEZH KOAD-KEV

D'ar sul 12 a viz Kerzu 1943 e voe drok-lazhet e Skrigneg an aotrou Yann-Vari Perrot ha d'an 13 e z eas d'an anaon. Drouklazhet e voe abalamour di'ez ha d'e garantez evit Breizh, barnet ma oa bet d'ar marv dre ma oa arouez-vev an holl emsaverien dibleg. Evit lidañ Sovet dez-ha-bloaz marv skrijus ar merzher brezhonek pad Unvaniezh Koad-Kev an holl Vretoned d'en em gavout d'ar sul 12 a viz Kerzu e Skrigneg ; da 11 eur dirak ar groaz ruz e-lec'h ma voe tizhet gant tenn ar marv ha da 3 eur (goude kreisteiz) e-tal chapel Koad-Kev e-lec'h ma voe beziet.

Enoret e vo ivez war un dro an holl Vretoned marvet evit ar vro.

Il y a 50 ans, le dimanche 12 décembre 1943, l'abbé Perrot fut assassiné à Scrignac ; il devait décider le 13 des suites de ses blessures. L'abbé Perrot était une des plus éminentes figures du mouvement breton. C'est pourquoi il fut "condamné à mort" afin d'attendre l'Emsav en plein cœur.

L'Unvaniezh Koad-Kev invite tous les Bretons et les amis de la Bretagne à rendre hommage au martyr le dimanche 12 décembre 1993 pour marquer l'événement. A 11 heures devant la Croix Rouge, en Scrignac, où il fut assassiné et à 15 heures à la chapelle de Koad-Kev où il est inhumé.

VAKANSOU SKI GANT AN OALED 5-13 a viz meurzh 1994

Evit krennarded 9-15 vloaz. Ski diskenn pe ski bale, surf ha monoski ouzhpenn.

Er Savoie, e-kichen Albertville, Crest Voland a zo lec'hiet en "Espace Cristal" : 3 000 ha evit ar ski. Ski diskenn : 100 km hentou, 10 télésièges, 29 téléskis. Ski bale : 100 km hentou.

2 500 lur evit ar ski diskenn (-12 vloaz), 2 600 lur (12-18 vloaz), 2 700 lur (18 vloaz), 2 200 lur evit ar ski bale (en holl).

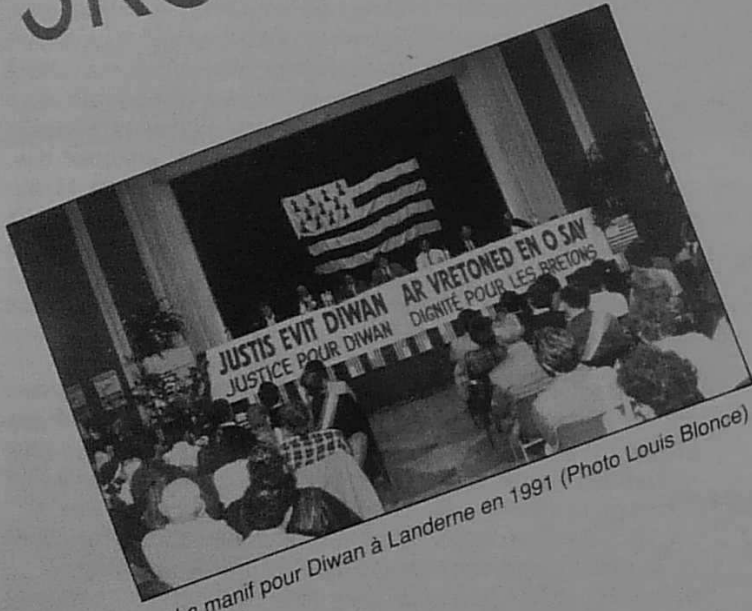
Arsav e Treglonou, Brest, Montroulez, Gwengamp, Sant-Brieg, Roazhon.

An Oaled, 29870 Treglonou, 98.04.07.04.

KENTELIOU BREZHONEG E ROSTREN.

Tri live a gentelioù brezhoneg a zo e Rostren :
- d'al lun, 20 eur 30, evit al live etre ;
- d'al lun, 20 eur 30, evit al live uhelañ ;
- d'ar merc'her, 20 eur 30, evit al live izelañ.
Graet e vez ar c'hentelioù e salioù ar Gae, straed ar Morbihan. Ar c'hentelioù a zo evit netra.
Gouenn tioroù digant : Yann Talbot, prebital, Rostren 22110. Pg. 96.29.01.55.
Kregiñ a raio ar c'hentelioù : live 2 ha 3 : lun 20.9 ; live 1 : merc'her 22.9.

SKOAZELLOMP DIWAN !



La manif pour Diwan à Landerne en 1991 (Photo Louis Blonce)

*Evit ur
skinwel
brezhoneg*

Manifestomp en Oriant

*d'an 29 a viz genver
1994*

MANIFESTADEG E ROAZHON
D'ar sadorn 23 a viz Here

Pour Diwan

MANIFESTATION DE SOUTIEN
Le samedi 23 octobre à Rennes
devant le Conseil Régional



gant
STOURM
AR
BREZHONEG

ADKOMANANT - KOMANANT ● Réabonnement - Abonnement

150 L ar bloaz (evit Breizh hag ar broioù sujet d'ar stad c'hall) 170 L e lec'h all - Skoazell : 200 L da vihanañ

Anv/Nom

Raganv/Prénom

Chomlec'h/Adresse

Da gas da/A envoyer à : EMGANN, BP 71 - 22202 GWENGAMP CEDEX

Notre fax : 96.44.29.04.